

AFRO BAROMETER

Working Paper No. 101

FRUSTRATION RELATIVE DE DEMOCRATIE EN AFRIQUE

by Oswald Koussihouèdé and Damase Sossou

**A comparative series of national public
attitude surveys on democracy, markets
and civil society in Africa**



Core Partners

Center for Democratic Development (CDD-Ghana)
95 Nortei Ababio Street, North Airport Residential Area
P.O. Box LG 404, Legon-Accra, Ghana
233 21 776 142 • fax: 233 21 763 028
www.cddghana.org

The Institute for Democracy in South Africa (IDASA)
P.O. Box 56950, Pretoria Arcadia, 0007, South Africa
27 12 392 0500 • fax: 27 12 320 2414/5
www.idasa.org.za

Institute for Empirical Research in Political Economy (IREEP)
Campus ENEAM Gbgamey 02 B.P. 372
Cotonou, Republique du Benin
229 21 307992 • fax: 229 21 302329
www.ireep.org

with support units at

Michigan State University (MSU)
Department of Political Science
East Lansing, MI 48824
517 353 6590 • fax: 517 432 1091
www.polisci.msu.edu

University of Capetown (UCT)
Democracy in Africa Research Unit
Centre for Social Science Research
Private Bag Rondebosch 7701 South Africa
Office: 27 21 650 3827 • Dept. 27 21 650 3811
fax: 27 21 650 4657
www.cssr.uct.ac.za

www.afrobarometer.org

AFROBAROMETER WORKING PAPERS

Working Paper No. 101

Frustration Relative de Démocratie en Afrique

by Oswald Koussihouèdé and Damase Sossou

June 2008

Oswald Koussihouèdé is a Research Associate at the Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP), Cotonou, Benin.

Damase Sossou is a Research Associate at the Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP), Cotonou, Benin.

AFROBAROMETER WORKING PAPERS

Editor

Michael Bratton

Editorial Board

E. Gyimah-Boadi

Carolyn Logan

Robert Mattes

Leonard Wantchekon

Afrobarometer publications report the results of national sample surveys on the attitudes of citizens in selected African countries towards democracy, markets, civil society, and other aspects of development. The Afrobarometer is a collaborative enterprise of the Centre for Democratic Development (CDD, Ghana), the Institute for Democracy in South Africa (IDASA), and the Institute for Empirical Research in Political Economy (IREEP) with support from Michigan State University (MSU) and the University of Cape Town, Center of Social Science Research (UCT/CSSR). Afrobarometer papers are simultaneously co-published by these partner institutions and the Globalbarometer.

Working Papers and Briefings Papers can be downloaded in Adobe Acrobat format from www.afrobarometer.org.



Idasa



co-published with: **GLOBALBAROMETER™**

Frustration Relative de Démocratie en Afrique

Abstract

Cet article propose trois indicateurs, notamment un indicateur de frustration relative individuel, un indicateur de frustration agrégé et un indicateur d'instabilité politique. Les données du troisième round des enquêtes du réseau Afro baromètre ont servi au calcul de ces indicateurs par pays.

Les indicateurs de frustration agrégée et d'instabilité politique établissent une hiérarchie nettement prononcée entre les pays du panel pour ce qui est de leur non satisfaction et de leur propension à l'insurrection. On constate que le risque d'instabilité est plus faible dans la plupart des pays classés libres par Freedom House. Les termes de frustration relative de démocratie et de privation relative de démocratie sont utilisés indifféremment dans cet article.¹

¹ Nous tenons à exprimer toute notre gratitude aux Professeurs Léonard Wantchékon de New-York University et Jean-Michel Wachsberger de DIAL/Paris pour leurs soutiens et précieux commentaires. Nos remerciements vont également à Damien Médédji, aux participants à l'Ecole d'été du réseau Afro baromètre et à toute l'équipe de l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique.

INTRODUCTION

Depuis près de deux décennies, de nombreux pays africains se sont engagés dans un processus de démocratisation. La démocratie est alors devenue une « norme » recherchée par tous et certains pays jouent un rôle d'avant-garde dans cette dynamique (Bénin, Sénégal en Afrique de l'Ouest). Elle a enregistré d'énormes succès, en Afrique occidentale notamment, mais se heurte identiquement à des obstacles politiques ou civils. L'un des problèmes majeurs de la démocratie en Afrique est qu'elle ne réalise pas toujours les aspirations des citoyens. Or la non satisfaction des aspirations politiques ou économiques des citoyens peut être source d'instabilité. En effet, elle peut soutenir des soulèvements populaires, des agitations politiques, des conflits, des révolutions et favoriser la dégénérescence d'une situation de relative stabilité en une situation de crise. Par exemple, la crise kenyane trouve son origine en politique alors que les récentes insurrections observées au Cameroun sont motivées par le contexte économique. Toutefois, ainsi que le mentionnent Bratton et Van de Walle (1997), différentes crises qui résultent de la frustration relative peuvent conduire à des améliorations institutionnelles importantes.

D'où la nécessité, d'analyser certaines questions d'intérêts majeurs, indispensables à un développement socio-économique apaisé, qui jusque-là restent encore sans réponses conséquentes en Afrique. Ces questions s'énoncent comme suit :

- Comment peut-on mesurer la frustration relative de démocratie en Afrique ?
- Comment appréhender le risque d'instabilité politique ?
- Quelles interprétations peut-on faire des résultats ?

Le domaine des sciences politiques a connu un foisonnement d'études portant sur des thèmes d'intérêt telles que la corruption et la démocratie. Celles relatives à la démocratie africaine excellent dans le diagnostic de l'état démocratique ou non d'un tel ou un tel pays, sans fondamentalement s'intéresser au mécanisme de désajustement de l'offre à la demande. En effet, s'il est intéressant de catégoriser le Bénin, le Mali ou encore le Sénégal en pays démocratiques et l'Ouganda en pays non démocratique, il est aussi pertinent de confronter les aspirations des citoyens africains en matière de démocratie avec l'appréciation de son fonctionnement. Cependant, la confrontation de l'offre à la demande de démocratie pose quelques problèmes méthodologiques. En effet, la mesure de demande que nous adoptons repose sur le refus des modes de gouvernement autoritaires. Il s'agit donc d'un indicateur d'attitude en faveur de la démocratie. Quant à la mesure de l'offre démocratique, il repose sur le jugement des individus de l'évolution des libertés civiles et politiques. Nous faisons l'hypothèse que le refus de gouvernements autoritaires traduit un attachement aux libertés civiles et politiques. Nous supposons aussi, aux fins de l'analyse, que la participation à un mouvement insurrectionnel est conditionnée par l'aspiration à une forme de règlement des problèmes non prévue par la loi.

Dans cet article, nous nous intéresserons à la frustration relative à un bien politique et non à un bien économique. Nous présentons d'abord les concepts de démocratie, de demande de démocratie, d'offre de démocratie et de frustration relative de démocratie. Ensuite, nous proposons quelques indicateurs et enfin, nos résultats seront interprétés au regard du contexte sociopolitique africain.

DEFINITION DES CONCEPTS

La Démocratie

Selon la Déclaration Universelle sur la démocratie, ce concept est universellement reconnu comme un idéal et un but; elle est basée sur des valeurs communes partagées par les peuples du monde malgré leurs différences culturelles, politiques, sociales et économiques. La démocratie désigne trois faits différents que mêlent les uns pour des raisons politiques et les autres par soucis de performance scientifique :

- la démocratie comme processus implique les mécanismes, les procédures et les formalités de l'organisation politique aux élections ;
- la démocratie comme un état implique une société civile et sa gouvernance ;

- la démocratie comme un résultat découle d'un état ou est un produit du processus démocratique en soi.

En Afrique, la démocratisation concerne plutôt la mise en place d'un ensemble d'institutions pouvant réguler la vie publique et prendre en charge le projet de société intégrant les intérêts sociaux et la gestion des affaires politiques. Trois caractéristiques la conditionnent :

- la compétition entre différents individus ou groupes politiques en vue d'occuper le pouvoir à des intervalles réguliers et à travers des procédures pacifiques ;
- le droit des citoyens de participer aux choix de leurs dirigeants à travers des élections libres, transparentes et justes ;
- la reconnaissance et la garantie juridique de l'exercice des libertés civiles et politiques et des droits reconnus mondialement comme faisant parties des droits humains.

Mais on peut aussi la définir comme un régime politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté lui-même sans l'intermédiaire d'un organe représentatif (démocratie directe) ou par représentants interposés (démocratie représentative).

Pour Tocqueville (1856), l'avènement des sociétés démocratiques n'est pas qu'un phénomène politique : c'est une transformation qui concerne aussi et surtout la société civile. Ainsi, la démocratie désigne :

- en premier lieu un état politique, caractérisé par l'égalité des droits : toute personne dans un régime démocratique a droit à un traitement identique. Ce droit est garanti par des règles formelles et trouve sa traduction politique dans l'affirmation de la souveraineté du peuple.
- mais également et principalement un état social, défini par l'uniformisation des modes de vie, la disparition des classes sociales et l'augmentation de la mobilité sociale. Il constate ces phénomènes aux Etats-Unis comme en France.
- C'est enfin un état d'esprit : « les individus sont égaux et les individus se sentent égaux ». « L'individu démocratique » se reconnaît à son goût excessif pour l'égalité. Ainsi, l'esprit d'égalité se définit comme la tendance des individus des sociétés démocratiques à se considérer comme égaux indépendamment des inégalités réelles de situation. L'esprit d'égalité renvoie à la façon dont les individus se perçoivent. L'égalitarisme (ou « passion pour l'égalité » selon Tocqueville (1856)) est la conception selon laquelle les hommes doivent être traités de la même façon et disposer des mêmes choses. L'esprit démocratique est la synthèse de l'esprit d'égalité et de l'esprit égalitariste.

Schumpeter (1961) propose une définition minimaliste. La démocratie serait alors conditionnée par des élections compétitives et l'exercice de libertés (politiques, civiles, etc.).

La Demande de Démocratie

Elle est une mesure du degré d'adhésion des citoyens aux principes de la démocratie et de leur préférence pour un régime démocratique. Sept africains sur dix dans le panel des pays sondés soutiennent que la démocratie est « préférable à n'importe quelle autre forme de gouvernement ». Contrairement aux perceptions courantes, les africains ne définissent pas la démocratie en termes de biens matériels mais plutôt de façon plus large en termes de droits politiques. Près de 40% des africains définissent la démocratie en termes de libertés civiles. Le reste considère les élections et le vote comme la donnée centrale, suivi par la notion de « paix et unité », particulièrement dans les pays où la démocratisation est survenue après de longs et violents conflits. Les personnes interrogées rejettent de façon systématique toutes les formes de régime non démocratique : 80% des enquêtés rejettent le pouvoir personnalisé, 60%, le pouvoir militaire et le parti unique.

L'Offre de Démocratie

L'analyse de la marche de la démocratie s'inscrit dans un débat beaucoup plus large sur le rôle de l'Etat dans la société. La mesure de l'appréciation générale sur le fonctionnement de la démocratie est utile, surtout d'ailleurs dans une perspective dynamique (Y a-t-il amélioration ou plutôt dégradation?), par exemple pour mettre à jour de potentielles tensions ou frustrations dans la population. C'est une

évaluation des perceptions des enquêtés et de leur satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Même s'il n'est pas évident que cette insatisfaction certifie le degré réel de démocratisation (on peut être plus exigeant, donc plus insatisfait, lorsque la démocratie est enracinée), cette approche subjective comporte l'avantage de capter la diversité dans l'offre démocratique vécue (donc du point de vue des citoyens) et non pas de proposer le point de vue d'institutions spécialisées, qui réduit alors la diversité des situations. Tout comme en économie où les fruits de la croissance peuvent être mal redistribués, un pays peut être confirmé démocratique sans que les citoyens n'en profitent équitablement. Dans le panel des dix-huit pays, le Bénin et le Mali offrent un cas intéressant. Ces deux pays sont considérés par Freedom House et autres organisations spécialisées dans les études sur la démocratie et la gouvernance comme des démocraties. Cependant près de 60% de maliens et 65% des béninois rejettent cette appellation ou estiment que la démocratie de leur pays est suivie de problèmes majeurs. Au minimum, ces chiffres indiquent que la démocratie n'a pas répondu aux attentes d'une bonne partie de la population. Cet argument milite donc au choix d'une quantification subjective individuelle de l'offre démocratique.

La Frustration Relative

L'angle d'analyse dit des frustrations relatives est classique en sociologie. Dans la période contemporaine, il a eu un certain écho dans la sociologie américaine. La notion de frustration relative vise un état de tension propre à une satisfaction attendue mais refusée. La « frustration » engagerait donc un écart négatif entre ce qu'un individu se considère comme en droit d'attendre et ce qu'il reçoit effectivement. Pourquoi « relative » ? Il ne s'agit pas d'une frustration « absolue », mais d'une frustration dans la comparaison avec des attentes socialement constituées. La frustration apparaît relative aux attentes telles qu'elles sont façonnées dans un cadre socio-historique donné. Il ne s'agit donc pas d'une frustration absolue ou dans l'absolu, mais par rapport à des attentes, et donc relative à ces attentes. Ces frustrations relatives constituent un potentiel de mécontentement et d'action collective. Runciman (1966) considère qu'un individu est relativement frustré d'un bien si cumulativement :

- il n'a pas le bien ;
- il voit que d'autres le possèdent ;
- il désire le bien ;
- et perçoit comme plausible l'éventualité d'en disposer.

Merton (1965) reprendra la théorie de la frustration relative et la redéfinira à partir du concept de groupe de référence². La frustration relative vient de la contradiction de la référence d'un individu à un groupe auquel il n'appartient pas et qui sécrète des normes contradictoires à celles du groupe d'appartenance³.

Issue des recherches en psychologie sociale, la théorie de la privation relative peut guider l'analyse de la motivation des gens à participer à des mouvements de revendication ou à certains mouvements sociaux. Celle-ci se base sur trois principes fondamentaux : un sentiment de mécontentement, d'injustice ou de frustration (1), des comparaisons sociales (2) qui prédisposent les individus à la révolte (3). Pour les tenants de cette théorie, les gens protestent et/ou se rebellent non pas parce qu'ils sont objectivement privés ou démunis, mais parce qu'ils se sentent privés ou démunis relativement à d'autres personnes, groupes ou situations avec lesquels ils se comparent. Les recherches distinguent trois types de privation relative liés à des psychologies particulières et se distinguant suivant la nature des comparaisons en présence. La privation relative intra personnelle renvoie à la comparaison que l'individu met en place entre sa situation actuelle et sa situation passée ou future. Celle-ci se fait à la lumière des attentes et des aspirations personnelles et la privation relative sera générée si l'écart est défavorable à l'individu. Enfin cette expression peut être invoquée pour faire valoir que certains pays et leurs instances souffrent d'un manque de légitimité démocratique, mais que la démocratisation paraît possible malgré la complexité de leur fonctionnement. Dans le cadre de cet article, la

² Merton définit le groupe de référence comme le statut auquel l'individu vise à appartenir. Il peut s'agir ici de groupes, mais également d'individus ou de catégories.

³ Le groupe d'appartenance est défini comme le statut auquel l'individu appartient à un moment donné

frustration relative de démocratie formalise une situation de défektivité de la démocratie, susceptible d'engendrer des troubles politiques ou sociaux sous une forme ou une autre.

LITTÉRATURE SUR LES ANALYSES DE LA FRUSTRATION RELATIVE ET CONTRIBUTION DE L'ARTICLE

Les approches relatives aux mouvements de masse tâchent d'examiner les processus par lesquels l'individu renonce à l'action individuelle pour s'engager dans un mouvement collectif. On distingue au minimum deux approches : l'approche psychosociale et l'approche rationaliste. La première tente de cerner dans les actions réciproques des besoins individuels et des satisfactions, des exigences collectives et des actions du système politique, les causes de la mobilisation collective alors que la dernière cherche au contraire les causes dans les calculs rationnels, dans les compétences organisationnelles et dans la maîtrise des techniques de communication des acteurs.

Nous examinerons dans cette revue littéraire l'approche psychosociale. Il s'agit donc de présenter comment les actions du système politique peuvent conduire à une mobilisation collective et provoquer une violence. Nous présenterons dans la seconde partie de cette revue les différentes formes de frustration relative.

L'Approche Psychosociale

Action Collective et Frustration Relative

Ce courant théorique établit une relation positive entre les mouvements de masse et l'insatisfaction des attentes et des exigences sociales.

Davies (1962) soutient que toute révolution résulte de la prise de conscience du caractère intolérable du fossé entre aspirations et satisfactions. Ce sentiment survient plus particulièrement lorsque la récession économique ne permet plus de satisfaire des attentes qui étaient jusque-là comblées auparavant, grâce au progrès économique et social enregistré. Son modèle se base sur des événements historiques de grande importance : la Révolution américaine de 1776, la Révolution française de 1789, la Révolution russe de 1917 et la Révolution égyptienne de 1952. Selon lui, tous ces mouvements révolutionnaires avaient une base commune : la frustration collective. Ainsi est illustrée l'influence positive de l'insatisfaction des attentes et des exigences sur la mobilisation collective et la possibilité d'une réaction similaire de peuples divers soumis à une forme identique de frustration. Davies recherche alors s'il ne se trouvait pas dans la quantité et dans les conditions d'accès aux ressources les causes qui, sans l'intention consciente des acteurs, provoqueraient des conflits sociaux. Ces causes, il les trouve dans le sentiment d'injustice créé par le caractère intolérable du déséquilibre entre l'extension des aspirations des individus et la quantité de biens matériels et immatériels auxquels ils accèdent en réalité. Il en résulte une mobilisation orientée vers l'acquisition des ressources nécessaires à la satisfaction de ces aspirations. La mobilisation apparaît non seulement comme l'acte direct et physique pour combattre le groupe social politiquement hégémonique qui contrôle l'accès à ces ressources, mais aussi comme la lutte visant à en influencer durablement le mode de répartition entre tous. L'auteur laisse entrevoir l'existence latente d'un conflit dans toute société marquée par la concentration des ressources entre les mains d'un nombre réduit d'individus, alors que la grande majorité d'entre eux vit dans des conditions précaires. Le problème ici est donc de savoir comment ces inégalités sociales agissent sur les attitudes sociales, que celles-ci soient conscientes ou non. Il s'agit, plus précisément, de cerner les comportements des acteurs vis-à-vis de l'ordre établi, selon leur position personnelle. Le conflit est donc relié aux schémas de la structure sociale.

Gurr (1970) fait également de la frustration la cause de la violence politique. Il pense que la violence collective dépend du degré de frustration des besoins d'une majorité d'individus. Il montre que la frustration se produit lorsque la quantité de biens obtenus diminue tandis que l'attente se stagne ou accroît. Ted Gurr parle alors de frustration relative, dans la mesure où celle-ci est définie relativement à la perception des individus de l'écart entre les biens auxquels ils estiment avoir droit et ceux qu'ils obtiennent réellement. L'intensité de la frustration détermine le degré de violence collective dans la société. Gurr s'intéresse aux différentes formes de violence aussi bien inorganisées et spontanées

(émeutes, soulèvements) qu'organisées (guerre civile, révolution) ou minoritaires (attentats, complots, assassinats politiques).

L'analyse marxiste

Marx (1972) affirme l'existence dans toute situation sociale donnée d'une double dynamique interne. La première, quasi-mécanique, consiste dans l'effort permanent des forces productives pour trouver des formes juridiques et politiques adaptées à leur état de développement actuel.

« A certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves » (Marx, 1972)

Nombre de révolutions résultent du caractère obsolète de la structure politique existante relativement au processus d'évolution des rapports de production dans la société donnée. Cette hypothèse est confirmée par la révolution bourgeoise visant à mettre un terme aux multiples contraintes de l'État féodal. Il s'agit, particulièrement, des entraves corporatives et des privilèges dans lesquelles le droit de propriété privée, la liberté du travail, d'aller et venir, l'égalité des droits nécessaires au développement des rapports d'échanges sont niés, et des lois d'exception de toute sorte qui mettent les concurrents bourgeois dans des positions inégales. Il en résulte la mobilisation visant la suppression de ces entraves. La libre concurrence et la possibilité, pour les acteurs économiques, d'échanger sur la base d'un droit égal pour eux tous – au moins dans chaque localité prise à part – deviennent la première des revendications. La seconde réside dans la lutte des classes reposant sur des intérêts matériels différenciés interdépendants, l'antagonisme capital-travail, l'appropriation de travail non payé. Alors, la mobilisation des exploités ou des pauvres laborieux pour renverser cet ordre social, qui n'est pour eux qu'un joug, devient possible. Mais Marx conditionne le passage de l'action individuelle à l'action collective à la prise de conscience des intérêts communs chez l'ensemble d'individus occupant la même position dans les rapports de production déterminés. La mobilisation pour la défense de ses intérêts ou de ses droits ne résulte donc pas avec une nécessité de l'existence extérieure de ces intérêts ou de ces droits. Elle dépend de leurs conditions de vie, de l'intensité des liens qui les lient les uns aux autres, du développement de leur histoire, du degré de leurs connaissances et de la formation de leur pensée. Il s'agit là des facteurs extérieurs qui échappent à la maîtrise individuelle.

Les Différentes Formes de Frustration Relative

Les frustrations économiques comme ressorts de l'action

Dans la sociologie des mobilisations, l'interrogation centrale porte sur l'intérêt des militants à se mobiliser et à protester. En Russie, l'utilisation des associations pour accéder à des ressources économiques ou institutionnelles peut expliquer certains parcours militants, mais la faiblesse numérique des mouvements étudiés constitue une énigme. Pourquoi, dans un pays où les difficultés quotidiennes de la population sont nombreuses, les mobilisations protestataires sont-elles si faibles ? Les approches rationnelles analysent l'engagement en fonction des possibilités d'ascension sociale des élites des groupes dominés. Evoquer le lien entre le thème de la mobilité sociale (descendante ou ascendante, souhaitée ou accomplie) et celui de l'action collective renvoie de ce fait directement à l'analyse de la conversion politique des griefs et de la frustration sociale. Cette frustration sociale, parce qu'elle touche des personnes qui ne sont pas démunies de ressources, a souvent été qualifiée de « frustration relative ».

Les frustrations de la classe moyenne

Dans la sociologie occidentale, l'élévation du niveau de vie moyen de la population a permis de dépasser l'approche des mobilisations en termes de frustration relative et de réfléchir à l'apparition de nouveaux mouvements sociaux. Inglehart (1977), théoricien du post-matérialisme montre que l'homme, une fois ses besoins matériels immédiats satisfaits, se tourne vers des besoins non matériels. Il en découle une augmentation générale du niveau de compétence politique et une demande accrue de participation au processus de décision. En même temps, on assisterait parmi les nouvelles générations

de la classe moyenne à l'apparition de nouveaux enjeux qui proviennent plus de différences dans les styles de vie que de besoins économiques.

Les frustrations politiques

S'ils peuvent naître de frustrations économiques et sociales, les mouvements sociaux sont aussi généralement présentés comme la réaction à une frustration politique. L'action collective protestataire « serait un des rares registres d'intervention dans le jeu politique accessible aux groupes exclus du système politique ». Dans le cas occidental, « la prise en compte de l'environnement politique de l'action collective amène la plupart des chercheurs à s'intéresser à la « structure des opportunités politiques ». Cette dernière est entendue comme l'ensemble des aspects de l'espace politique (état du système partisan, soutiens possibles, «ouverture» de l'Etat aux revendications, systèmes d'alliances...) déterminant, ou au moins favorisant, les mouvements sociaux ». La notion de structure des opportunités politiques suppose l'existence d'un environnement politique différencié et pluraliste, préalable implicite des études sur les mouvements sociaux. Fondée notamment sur le degré de différenciation des différents secteurs de l'Etat susceptible d'entraîner une plus ou moins grande réceptivité à certaines revendications, elle varie selon le groupe protestataire considéré. L'absence d'opportunités politiques ne signifie pas nécessairement l'absence de mobilisations. Comme l'expliquent des sociologues russes, « l'apparition des organisations non gouvernementales en Russie ne s'est pas déroulée de la même manière qu'en Occident. Ceci s'explique par l'absence de tradition d'indépendance par rapport à l'Etat, par le maintien de la mentalité soviétique et par la spécificité du mode de transition de la société russe.

Le présent article vient enrichir le débat particulièrement expressif sur la crise de l'exercice du pouvoir en Afrique. Le calcul d'un indicateur de frustration relative de démocratie présente un enjeu tout à fait intéressant puisqu'au niveau agrégé des pays, il pourrait composer une mesure du risque d'instabilité politique et donc être un nouvel outil d'analyse politique.

DONNEES ET METHODOLOGIE

L'objectif poursuivi est de proposer empiriquement une mesure du risque d'instabilité politique pour chacun des dix-huit pays constituant le panel. Notre procédure consiste d'une part au calcul des indices de demande et d'offre de démocratie et d'autre part au calcul des indicateurs de frustration relative individuelle, de frustration relative agrégée et d'instabilité politique.

Données

Elles proviennent des enquêtes du réseau Afro baromètre. Les enquêtes d'Afro baromètre sont basées sur des entretiens conduits dans les langues locales sur un échantillon aléatoire d'à peu près 1200 personnes par pays. L'enquête qui sert de support à ce travail date de 2005 et s'intéresse à des sujets aussi divers que les conditions économiques des pays, les conditions de vie des ménages, les libertés, la gouvernance, la santé, la sécurité, etc. La richesse des données – qui combinent des variables économiques standards et des variables d'opinions – offre la possibilité d'agréger les informations pour les besoins de l'analyse. L'attention particulière accordée à l'échantillonnage permet de répondre au souci de fiabilité des opinions recueillies. Dix-huit pays sont actuellement couverts et ne sont pas nécessairement représentatifs de toute l'Afrique. Les pays sont sélectionnés s'ils répondent à certains critères de démocratisation.

Quelques données proviennent également du site Internet de Freedom House, notamment le classement des pays suivant leur niveau de liberté.

Méthodologie

L'analyse des données multidimensionnelles est utilisée de manière prépondérante dans cet article.

Les Indices

Une analyse des correspondances multiples est réalisée pour chaque batterie de questions. Ceci devrait conduire à des groupes qui s'opposent suivant les valeurs croissantes de leurs coordonnées sur les axes factoriels.

L'indice de demande de démocratie

C'est en regard d'autres types de régimes politiques, en conséquence dans une perspective comparative que la démocratie, entendue comme un processus politique de désignation des dirigeants

par les urnes, est considérée comme le meilleur système de gouvernement. L'indice est évalué à partir d'éléments concrets à la démocratie. L'intérêt de la sélection de ces questions est de laisser aux enquêtés la liberté de définir eux-mêmes ce qu'ils considèrent comme prioritaire dans un système démocratique et non d'imposer un point de vue normatif. Les enquêtés fournissent donc des réponses aux interrogations suivantes :

1. Q36A : Seulement un parti politique soit autorisé à se présenter aux élections et à diriger le pays ?
2. Q36B : L'armée intervient dans les affaires politiques.
3. Q36C : Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies afin que le Président prenne toutes les décisions.

Pour ces trois questions l'enquêté répond sur une échelle de mesure graduelle qui va de « Vraiment pas d'accord » à « Tout à fait d'accord ».

Cet indice de demande de démocratie est donc un résumé unidimensionnel du rejet de l'autoritarisme sous toutes ses formes (donc de préférence pour la démocratie).

L'indice d'offre de démocratie

Parmi, les raisons susceptibles de peser sur l'appréciation du fonctionnement démocratique, la question relative aux droits de l'homme constitue une préoccupation majeure. Il ne peut y avoir de démocratie qui vaille si les droits de l'homme ne sont pas respectés. D'où la portée des questions suivantes pour comprendre le fonctionnement démocratique. Le jeu de questions utilisées est le suivant :

Q54 : Veuillez me dire si les éléments suivants sont meilleurs, pires ou identiques par rapport à il y a quelques années ?

- A. Liberté de dire ce que vous pensez.
- B. Liberté de joindre l'organisation politique de votre choix.
- C. Liberté de n'être pas arrêté quand vous êtes innocent.
- D. Liberté de choisir la personne pour laquelle vous aller voter.

Cet indice d'offre de démocratie est donc une mesure composite de l'exercice des libertés.

A première vue les variables mesurant l'offre et la demande de démocratie semblent ne pas décrire le même objet (la démocratie à laquelle nous nous intéressons dans le présent article). En effet la demande de démocratie est déterminée par des variables rendant compte du rejet de toute forme de régime autocratique par l'enquêté et les paquets de variables qui mesurent l'offre de démocratie rendent compte de l'évolution des libertés. Néanmoins on peut établir une correspondance entre ces questions. En réalité les questions Q36 sont les duales des questions Q54 en ce sens que le rejet de tout régime autocratique équivaut à un attachement aux libertés (que celles-ci soient des libertés d'expression, de joindre une organisation politique, ou de vote). Ainsi, les indices d'offre et de demande de démocratie peuvent être mis en relation pour déterminer l'indice de frustration de démocratie.

L'indice de frustration relative individuel

Les indices précédemment calculés fournissent une échelle de mesure, en termes de libertés, de demande et d'offre de démocratie, pour chaque individu. Pour pouvoir faire la différence entre l'indicateur d'offre et l'indicateur de demande, il est nécessaire que ces deux indicateurs appréhendent les mêmes aspects de la démocratie mais aussi que les mesures soient cohérentes c'est-à-dire que les indices varient sur une même échelle (support commun). Par exemple, les indices de demande peuvent varier de -2,5 à 0,5 alors que ceux d'offre de -3 à 1. Autrement dit, une demande maximale de démocratie donne un score de 0,5 alors qu'une offre maximale de démocratie donne un score de 1. Dans ce cas l'individu apparaîtrait en « surplus » démocratique alors qu'il devrait en toute logique être « en équilibre » (forte demande, forte satisfaction). Pour tenir compte de ceci, nous calculons des

indices normalisés de demande et d'offre. Pour chaque individu, l'indice d'offre ou de demande peut être obtenu par la formule qui suit :

$$\delta_{i \text{ normalisé}} = \frac{\delta_i - \delta_{\min}}{\delta_{\max} - \delta_{\min}}$$

Cet indice situe chaque individu entre deux enquêtés de référence, le premier à indice initial⁴ minimal et le second à indice initial maximal relativement à la distance entre ces référentiels. La normalisation ainsi adoptée, plutôt qu'une normalisation centrée réduite, à l'avantage de borner les deux indices dans un même intervalle. Par construction l'indice appartient à [0;1]. L'indice normalisé vaut 1 lorsque la valeur initiale de l'indice obtenu par analyse des correspondances multiples est maximale et 0 lorsque sa valeur initiale est minimale. En outre, cet indice normalisé est une fonction croissante de l'indice initial et donc n'en modifie pas les propriétés. Le fait que ces deux indices rendent bien compte des mêmes concepts (respect des libertés civiles) et appartiennent au même intervalle rend les mesures cohérentes et permet donc de comparer les mesures de demande et d'offre de démocratie. Pour chaque individu, l'écart entre les aspirations et les attentes en matière de démocratie peut donc être calculée par la formule ci-après :

$$\delta_{i \text{ écart}} = \frac{\delta_{i \text{ demande}} - \delta_{\text{demande min}}}{\delta_{\text{demande max}} - \delta_{\text{demande min}}} - \frac{\delta_{i \text{ offre}} - \delta_{\text{offre min}}}{\delta_{\text{offre max}} - \delta_{\text{offre min}}}$$

Toutefois, la différence simple entre la demande et l'offre de démocratie ne permet encore pas d'appréhender le phénomène étudié c'est-à-dire la frustration relative. En effet, un écart de 0,5 peut être lié par exemple à une demande de liberté de 0,5 et une démocratie qui fonctionne mal (offre=0), ou à une demande de liberté de 0,75 et à une démocratie médiocrement perçue (offre=0,25) ou encore à une demande maximale de liberté (demande=1) et une démocratie qui fonctionne moyennement (offre=0,5). Ces situations ne sont pas identiques et génèrent plus d'insatisfaction les unes que les autres. Nous pensons que la dernière illustration est plus explosive que la seconde qui à son tour est plus génératrice de frustration que la première dans la mesure où la demande est de plus en plus grande. Dans ce cas, on pourrait imaginer un nouvel indicateur en multipliant l'écart par le niveau de demande de démocratie. L'indicateur serait alors obtenu à partir de la formule qui suit :

$$\delta_i = \left[\frac{\delta_{i \text{ demande}} - \delta_{\text{demande min}}}{\delta_{\text{demande max}} - \delta_{\text{demande min}}} - \frac{\delta_{i \text{ offre}} - \delta_{\text{offre min}}}{\delta_{\text{offre max}} - \delta_{\text{offre min}}} \right] * \delta_{i \text{ demande normalisé}}$$

Cette expression peut se justifier dans la mesure où on peut considérer l'offre individuelle de l'individu comme étant une caractéristique de son groupe d'appartenance et sa demande comme une caractéristique de son groupe de référence, groupe auquel il vise à appartenir. L'individu se comparant chaque fois à son groupe de référence, il sera d'autant plus frustré que ce dernier s'éloigne de son groupe d'appartenance. Notons aussi que pour les individus ayant les mêmes gaps démocratiques, le plus frustré sera celui dont l'attribut du groupe de référence est plus important (demande plus élevée). Cet indicateur que nous avons proposé reflète bien ces propriétés.

Par construction, cet indicateur varie de -1 à 1. Pour un individu qui présente une demande maximale et une offre minimale, le déficit démocratique tend vers 1 alors que pour un individu qui présente une demande minimale et une offre maximale, le déficit tend vers -1. Formellement, l'indicateur représente le gap démocratique, pondéré par la demande de démocratie. Cet indice à quelques propriétés que nous exposons. Par souci de simplification dans nos calculs, nous désignons par x

⁴ Les indices initiaux sont ceux déterminés par ACM.

l'indice de demande de démocratie et par y l'indice d'offre de démocratie. La frustration relative qui en résulte s'écrit alors $f(x, y) = (x - y)x$ où x et y sont des quantités positives bornées à 1. En dérivant cette équation par rapport à x et y dans cet ordre, on obtient :

$$f'_x(x, y) = \frac{\partial f(x, y)}{\partial x} = 2x - y < 0 \text{ si } x < \frac{1}{2}y$$

$$f'_y(x, y) = \frac{\partial f(x, y)}{\partial y} = -x < 0$$

Nous énonçons alors les propriétés qui suivent :

P1 : Pour tout niveau d'offre, l'indicateur de frustration relative est une fonction monotone croissante de la demande de démocratie si et seulement si cette dernière est supérieure à la demie offre.

P2 : Pour tout niveau de demande, l'indicateur de frustration relative est une fonction monotone décroissante de l'offre.

La propriété P1 exprime qu'il faut et il qu'il suffit que la demande excède un seuil relatif à chaque individu, la demie offre notamment pour que l'individu ressente une privation, de quelques formes qu'elles soient. Si $2x > y$, alors les individus sont classés suivant des valeurs croissantes de l'indicateur $f(x, y)$. Et puisque $[x > y] \subset [2x > y]$, nous limiterons aux individus demandant plus qu'ils n'estiment recevoir. La partie de $[2x > y]$ non comprise dans $[x > y]$ vérifie $x < y$, ce qui n'est point intéressant dans notre analyse. Comme $[2x < y] \subset [x < y]$, cette partie n'est pas non plus intéressante, x et y vérifiant des contraintes de non négativité.

Pour P2, plus l'individu apprécie le fonctionnement démocratique de son pays, moins il est frustré.

i. L'indice de frustration au niveau agrégé

Il est une fonction de l'indicateur individuel de frustration démocratique. On peut approcher l'indicateur au niveau agrégé par l'expression suivante :

$$\delta_{agrégé} = \frac{1}{\text{Cardinal} \{i / x_i > y_i\}} \sum_{i=1}^N \delta_i 1_{[x_i > y_i]}$$

Cet indicateur a cependant des limites. D'où la nécessité d'une mesure plus raffinée.

ii. L'indicateur agrégé d'instabilité politique

Différents arguments théoriques et même empiriques militent en la faveur d'un impact négatif de l'instabilité politique sur les performances économiques. Par exemple, l'instabilité politique est une fonction croissante de la pauvreté dans Londregan et Poole (1990) et une fonction décroissante du taux de croissance économique dans Alesina et al. (1992). L'instabilité politique peut être préjudiciable à l'activité productrice car elle implique des ruptures dans la chaîne de création de richesse (Fosu, 1992). Ce cas peut se présenter lors de révolutions, de coups d'état, etc. Fosu (1992) souligne qu'en présence d'instabilité politique, le risque de perte de capital s'accroît, ce qui induit une baisse du volume d'investissement. Le pays instable voit alors les investisseurs nationaux et étrangers se détourner des opportunités offertes par l'économie nationale. Les conséquences pour la croissance peuvent être la baisse de l'investissement, la détérioration de la balance commerciale, etc. Pour Olson (1996), une instabilité politique peut empêcher les institutions de garantir efficacement les droits de propriété privés, entraînant de ce fait un accroissement des coûts de transaction et empêchant le pays de réaliser son potentiel productif. Tous ces arguments soutiennent davantage la nécessité de capter l'instabilité politique et d'en proposer une estimation fiable, qui rende au mieux compte du risque d'insurrection au niveau de chaque pays. Nous citons ici deux méthodes qui ont été couramment

utilisées pour constituer un indicateur agrégé d'instabilité politique : la méthode des composantes principales et la détermination d'une probabilité d'occurrence de troubles politiques. La première, mise en œuvre par Venieris et Gupta (1986), Fosu (1992), Alesina et Perotti (1996), consiste à calculer la variable d'instabilité en fonction d'une somme pondérée des composantes qui la déterminent. Les composantes principales, censées chacune représenter une caractéristique de l'instabilité, sont construites de manière à expliquer une part de variance la plus importante possible. Cette méthode souffre de plusieurs critiques en raison notamment du procédé qui conduit à la détermination de la matrice de pondération et de la transformation de variables discrètes en estimateurs continus. Ainsi, Azam, Berthélémy et Calipel (1996) de même qu'Alesina, Ozler, Roubini et Swagel (1996) ont adopté une seconde approche. Ils préfèrent prendre appui sur le caractère discret des variables politiques pour mettre en œuvre une estimation économétrique (de type probit) de la probabilité d'occurrence de troubles politiques. La première étape de leur méthode consiste à créer une variable dichotomique de réalisation de violence. Ils estiment ensuite la probabilité de réalisation de cette violence en la faisant dépendre de facteurs explicatifs tels les dépenses militaires ou celles de santé, les taux de scolarisation.

L'indicateur que nous proposons s'inspire des « rendements marginaux décroissants » de la démocratie. C'est un indicateur de malaise social c'est-à-dire qu'il mesure un risque de soulèvement émanant de la population et non un indicateur d'instabilité d'élite (concept introduit par Fosu (1992)) qui regroupe les coups d'Etat réussis et manqués ainsi que les complots. Il mesure ainsi un risque d'instabilité, émanant du peuple et en liaison avec un dysfonctionnement de la démocratie. Or, plus on adhère à la démocratie, plus on a tendance à porter un jugement sévère sur son fonctionnement. Autrement dit, la démocratisation des pays, même si elle s'efforce à satisfaire les aspirations et attentes politiques des citoyens, n'y arrivera jamais car les citoyens en requerront davantage. Donc l'indicateur proposé plus haut ne peut être assimilé à une mesure du risque d'instabilité, notamment dans les pays comme le Bénin ou le Mali qu'on sait pacifiques mais dont les citoyens expriment un jugement austère⁵ sur le fonctionnement démocratique. Dans un pays démocratique, un écart défavorable ne pourra en conséquence être susceptible de générer un risque d'instabilité politique que si les citoyens acceptent ou tolèrent les formes illégales, anticonstitutionnelles ou non démocratiques de règlement des problèmes de la nation. Le goût pour la violence, conforté par un écart négatif peut tout de même être source d'instabilité. Il devient donc possible de fournir une mesure nuancée de l'indicateur agrégé précédent. Celui-ci prend en compte les propriétés de l'indicateur agrégé antérieur mais le double du goût de l'individu pour une forme quelconque de brutalité. L'indicateur proposé peut donc être une mesure du risque d'instabilité. Les questions Q50 et Q51 du questionnaire Afro baromètre offrent la possibilité de capter ce comportement. Elles sont formulées comme suit :

Q50 :

A : Il est préférable de trouver des solutions légales aux problèmes mêmes si cela prend du temps.	B : Il est parfois préférable d'ignorer la loi et de résoudre des problèmes immédiatement par d'autres moyens.
--	--

Q51 :

A : L'utilisation de la violence n'est jamais justifiable dans la politique actuelle du pays	B : Dans ce pays, il est parfois nécessaire de recourir à la violence pour soutenir une bonne cause.
--	--

Pour ces deux questions, l'enquêté choisit des modalités que sont : « Tout à fait d'accord avec A », « Plutôt d'accord avec A », « Plutôt d'accord avec B », « Tout à fait d'accord avec B ». Si Δ désigne l'ensemble des individus qui adhèrent à une forme quelconque de violence, on peut mettre l'indicateur sous la forme qui suit :

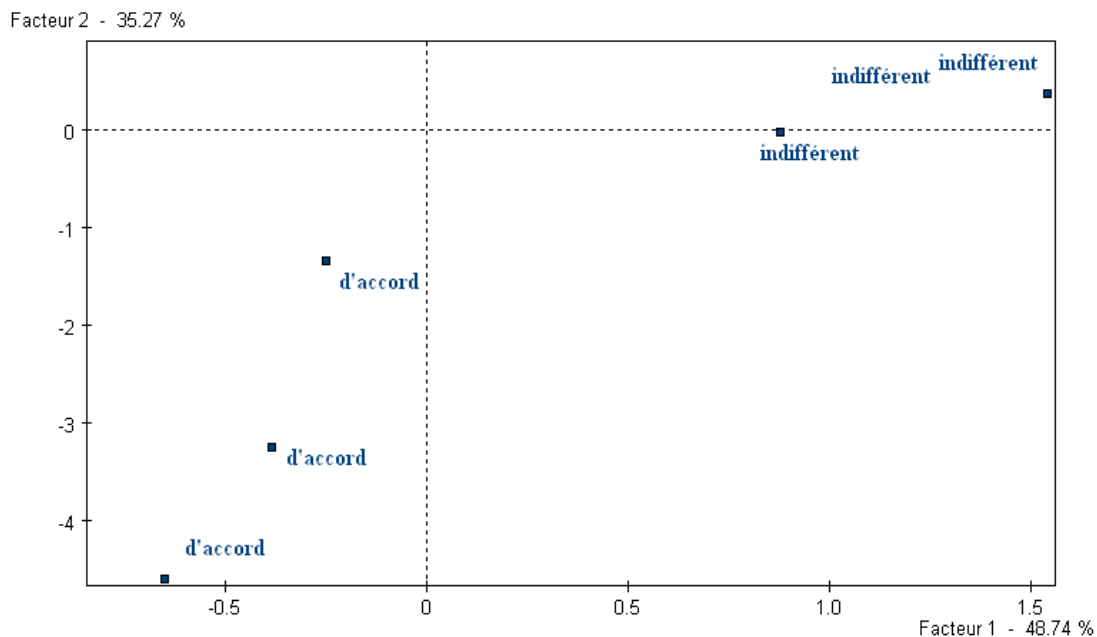
⁵ 60 % de maliens et 65% des béninois estiment que leur pays n'est pas une démocratie ou considèrent que la démocratie de leur pays est suivie de problèmes majeurs.

$$\tau_{agrégé} = \frac{1}{\text{Cardinal} \{i / x_i > y_i\}} \sum_{i=1}^N \delta_i 1_{[x_i > y_i]} \cap \Delta$$

Résultats et Commentaires

Les variables retenues pour les analyses factorielles ont subi les tests de fiabilité et de cohérence. La fiabilité de cohérence interne des items constituant une seule dimension a été évaluée par le coefficient alpha de Cronbach. Pour chaque dimension identifiée par l'analyse factorielle, le calcul du coefficient alpha prouve que les items représentent fortement et de façon homogène la dimension étudiée. Ce coefficient est estimé à 0,62 pour la demande et 0,86 pour l'offre. Dans l'analyse des correspondances multiples qui sert de base au calcul de l'indice de demande de démocratie, le premier axe factoriel intercepte 48,74% de l'inertie du nuage. La faible part de variance expliquée sur les premiers axes est une caractéristique de l'analyse factorielle des correspondances multiples (qui donne généralement des mesures pessimistes de l'information extraite). Les variables (modalités) se projettent sur l'axe dans l'ordre croissant, allant de ceux qui sont d'accord avec le monopartisme, l'immixtion de l'armée dans les affaires politiques, la concentration du pouvoir entre les mains du Président à ceux qui y manifestent une indifférence telle que l'indique la description du premier axe factoriel. Les coordonnées des individus sur cet axe forment une variable continue caractérisant leur niveau de demande de démocratie.

Figure 1 : Demande de démocratie. Espace des prises de position en 2005

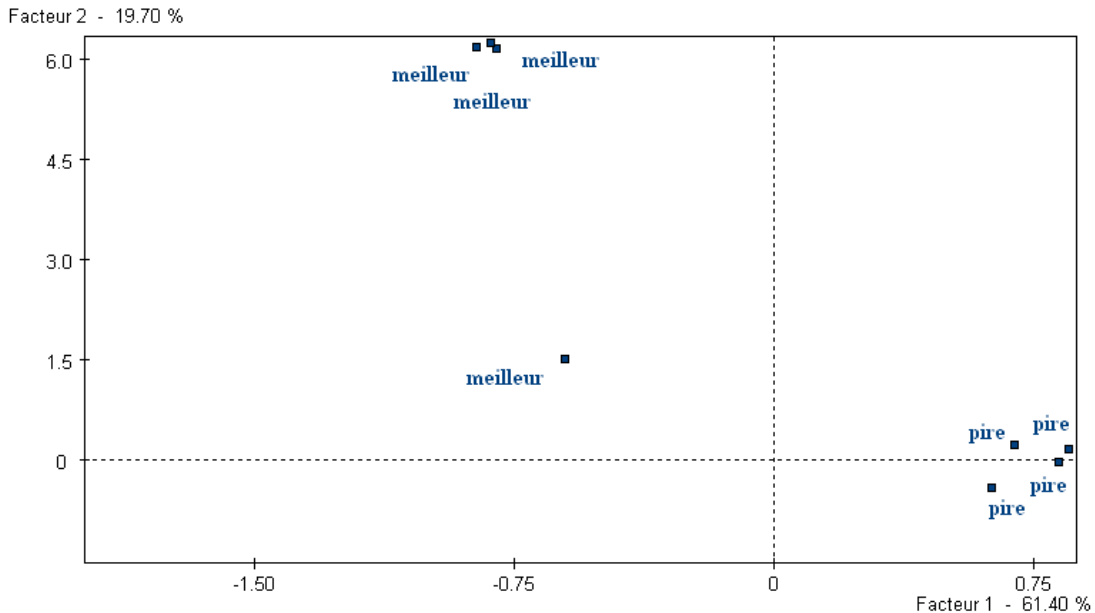


Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

L'analyse des correspondances multiples sur l'ensemble des variables décrivant l'offre de démocratie conduit au choix du premier axe factoriel comme support de l'indice synthétique. Cet axe capte 61,40% de l'inertie totale et oppose de façon décroissante les individus qui pensent que, comparativement à quelques années plus tôt, les libertés (sous les formes étudiées dans cet article) sont meilleures à ceux qui pensent au contraire qu'elles se sont empirées. Pour les besoins de l'analyse, nous considérons l'opposé de la coordonnée de chaque individu comme mesure de son

indice d'offre de démocratie. Les individus sont alors classés sur une échelle croissante d'offre de démocratie. Ceci est matérialisé sur la figure ci-dessous.

Figure 2 : Perception des libertés. Espace des prises de position en 2005



Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

Le calcul des indices de frustration pour chaque pays offre un constat contre intuitif. Les variations du niveau de frustration ne sont pas sensibles, l'écart étant de 0,20 pour les pays aux privations extrêmes. Cependant, l'indicateur est positif pour tous les pays, le minimum étant de 0,08 pour le Lesotho. Les pays ont ainsi tous franchis le niveau médiateur (0) de l'indicateur. On pourra affirmer qu'en moyenne, les citoyens africains expriment un malaise, une réelle gêne en référence au fonctionnement de la démocratie de leurs pays respectifs. L'indicateur semble d'ailleurs établir une relation inverse entre les pays avérés démocratiques et leurs niveaux respectifs de frustration relative. Ainsi, les pays les plus démocratiques et les plus libres (Afrique du Sud, Bénin, Mali, Namibie) ont les niveaux de frustration les plus élevés au moment où l'Ouganda et le Zimbabwe qui sont considérés moins démocratiques ont les degrés les plus bas. Le classement obtenu peut au minimum s'assimiler à deux phénomènes.

D'une part, on peut y retrouver une illustration de Tocqueville (1856) qui stipule que le mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable semble insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire. C'est aussi une illustration du paradoxe de la frustration relative du même auteur selon lequel, lorsqu'il y a de fortes inégalités (comme dans les pays non démocratiques), la distance est telle entre les individus qu'elles sont acceptées, alors que lorsque les situations se rapprochent (principe d'égalité dans les pays démocratiques), la moindre inégalité va être vécue comme une injustice. La démocratie offre donc aux citoyens à travers les principes de libertés qui la caractérisent l'occasion de s'exprimer librement sur leurs espérances et satisfactions.

D'autre part, le classement est une confirmation des postures initiales à savoir que plus on adhère à la démocratie, plus on a tendance à porter un jugement sévère sur son fonctionnement et que dans les pays non démocratiques, l'écart existe sans doute, mais ne peut s'exprimer librement.

Tableau 1 : Frustration agrégée par pays

Pays	Frustration agrégée	Pays	Frustration agrégée
Lesotho	0,08	Ghana	0,18
Zimbabwe	0,09	Tanzanie	0,18
Malawi	0,10	Madagascar	0,19
Ouganda	0,10	Nigeria	0,19
Sénégal	0,11	Mozambique	0,20
Zambie	0,12	Bénin	0,22
Kenya	0,13	Namibie	0,24
Botswana	0,15	Afrique du Sud	0,28
Cap Vert	0,16	Mali	0,28

Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

Les indices d'instabilité ont été calculés pour l'ensemble des dix-huit pays. Nous réalisons trois classes de pays selon que le niveau d'instabilité est bas, moyen ou élevé.

Tableau 2 : Croisement du statut de liberté des pays avec leur risque d'instabilité politique

	Niveau d'instabilité bas	Niveau d'instabilité moyen	Niveau d'instabilité haut
Pays pas du tout libre	Zimbabwe	---	---
Pays partiellement libre	Ouganda	Kenya, Malawi, Zambie	Mozambique, Nigeria, Tanzanie, Madagascar
Pays entièrement libre	Cap Vert, Ghana, Lesotho, Sénégal,	Bénin, Botswana	Afrique du Sud, Mali, Namibie

Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

La première classe est celle des pays à niveau d'instabilité bas (niveau d'instabilité variant entre 0.01 et 0.03). On y retrouve des pays pacifiques tels que le Cap Vert, le Lesotho, le Ghana et le Sénégal caractérisés tous par des niveaux de liberté authentifiés par Freedom House et des pays comme l'Ouganda et le Zimbabwe classés respectivement partiellement libres et pas du tout libres par Freedom House. Hormis le Zimbabwe dont 35% des citoyens affectionnent la violence, les autres pays de cette classe se distinguent par les ratios d'individus violents les plus faibles (18.5% en moyenne).

La seconde classe est celle des pays à niveau d'instabilité moyen (valeurs comprises entre 0.04 et 0.05). Elle intègre le Bénin et le Botswana qui sont des pays classés entièrement libres par Freedom House, puis le Kenya, le Malawi et la Zambie qui sont des pays partiellement libres. La position du Bénin dans ce classement peut être juste conjoncturelle. En effet, le troisième passage des enquêtes Afro baromètre ont eu lieu en 2005. Cette période correspondait à la fin du deuxième quinquennat du Général Mathieu Kérékou. Selon l'opinion publique, ce mandat fut l'un des plus riches en malversations, mauvaise gouvernance et impunité. La position du Bénin peut donc découler de la mauvaise gouvernance des affaires publiques qui a caractérisée l'époque. Le Bénin occupe le quatrième rang en matière de frustration de démocratie.

La dernière classe est celle des pays ayant les plus hauts niveaux de l'indicateur (indicateur variant entre 0.06 et 0.14). Elle comprend les autres pays du panel. Il ressort de ce tableau que la majorité des pays classés partiellement libres et pas du tout libres par Freedom House se retrouvent dans la classe des pays à niveau d'instabilité moyen et élevé. La majorité des pays entièrement libres se retrouvent dans la classe des pays à niveau d'instabilité bas et moyen. Le classement de l'Afrique du Sud de la Namibie mais surtout du Mali est quelque peu surprenant et mériterait qu'on s'y attarde. Dans la base qui sert de support à ces travaux, 26% de la population sud-africaine et plus de la moitié de la population namibienne (52%) adhère à une forme quelconque de violence. Ceci traduit un goût

particulier dans ces deux pays pour le non respect des formes légales des règlements des problèmes de leur nation. Ces deux pays ont une histoire commune et particulière.

Historiquement, la Namibie était une partie de l'actuelle Afrique du Sud. Le souvenir de l'apartheid en Afrique du Sud et les derniers conflits en Namibie qui remontent seulement en 1988 restent encore présents dans la mémoire des citoyens de chacun de ces pays. La position du Mali révèle simplement le rendement marginal décroissant de la démocratie. En effet le Mali fait partie des pays africains les plus démocratiques mais également les plus critiques en ce qui concerne le fonctionnement de la démocratie. Les maliens (30%) estiment que leur système démocratique ne satisfait que la moitié de leurs exigences ; ce qu'ils jugent insignifiant par rapport à leurs aspirations démocratiques. Tout ceci est renforcé par un taux de violence de l'ordre de 20% traduisant ainsi une relative propension de la population malienne à l'insurrection. La rébellion touareg et les contestations sociales qui ont régné au début des années 90 sont peut être encore présentes dans la mentalité des maliens. Le tableau qui suit résume le pourcentage d'individus qui ont un élan pour une forme non constitutionnelle de règlement des problèmes de la nation. Simultanément, il présente l'écart type qui caractérise chaque groupe de pays.

Tableau 3 : Classement des pays selon le niveau d'instabilité

Pays	Indice d'instabilité	Ecart type intra groupe de l'indice d'instabilité	Pourcentage de violents
<i>Groupe 1 : Indice d'instabilité bas</i>			
Lesotho	0,01	<i>4,61227^E-05</i>	18,1
Cap Vert	0,02		15,1
Zimbabwe	0,03		37,5
Ouganda	0,03		25,2
Sénégal	0,03		16,8
Ghana	0,03		15
<i>Groupe 2 : Indice d'instabilité moyen</i>			
Zambie	0,04	<i>2,49215^E-05</i>	34,1
Kenya	0,04		26
Malawi	0,05		31,8
Botswana	0,05		18,5
Bénin	0,05		18,8
<i>Groupe 3 : Indice d'instabilité haut</i>			
Mozambique	0,06	<i>7,53113^E-05</i>	24,6
Madagascar	0,07		41
Mali	0,07		20,2
Nigeria	0,08		36,9
Tanzanie	0,1		29,7
Afrique du Sud	0,12		26,4
Namibie	0,14		51,7

Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

Les résultats obtenus dans cet article sont à interpréter au regard de la période de référence de l'enquête Afro baromètre. Par exemple, le Kenya traverse actuellement une crise politique alors qu'il est classé en 2005 parmi les pays à niveau de risque politique moyen.

L'instabilité politique s'affirme être une caractéristique du milieu urbain, les hommes et les femmes présentant les mêmes propensions aux actes insurrectionnels. Au contraire, la frustration relative est plus prononcée en milieu rural et chez les hommes.

Concernant le classement des pays suivant le niveau de frustration des hommes, les pays comme l'Afrique du Sud, le Bénin, le Mali, le Mozambique et la Namibie figurent en tête de liste avec des

niveaux de l'indicateur excèdent 0,20. Pour ce qui est relatif au niveau de frustration des femmes le classement demeure à peu près le même sauf que le Mozambique a cédé la cinquième place au Ghana. Les niveaux de frustration des individus de sexe féminin dans ces pays dépassent aussi en moyenne le seuil de 0,20. L'analyse de la frustration relative de démocratie suivant le milieu de résidence révèle également la présence des pays comme le Mali, l'Afrique du Sud, la Namibie, le Bénin et le Ghana en tête d'affiche avec un niveau de frustration moyen de 0,25 en milieu urbain et de 0,24 en milieu en milieu rural. Quant à l'indicateur de propension au soulèvement, il classe pour le sexe masculin et dans l'ordre décroissant, les pays comme la Namibie, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Mali, la Tanzanie avec un niveau moyen de 0,10 pour l'indicateur. L'indicateur chez les femmes classe en ordre décroissant les pays comme la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Madagascar et le Nigéria qui présentent un niveau moyen de 0,11 pour l'indicateur. L'indicateur vu sur le plan du milieu de résidence (milieu urbain) place en tête d'affiche les pays comme la Namibie, l'Afrique du Sud, le Kenya, Madagascar et le Nigeria avec un niveau moyen de 0,10. Pour le milieu rural l'indicateur classe en première position les pays comme la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Nigéria et le Mozambique. Les différents calculs sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Frustration et instabilité politique par pays, par sexe et par milieu de résidence

Pays	Frustration				Instabilité politique			
	Hommes	Femmes	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	Urbain	Rural
Afrique du Sud	0,29	0,27	0,29	0,26	0,12	0,12	0,13	0,11
Benin	0,22	0,22	0,22	0,22	0,06	0,05	0,04	0,06
Botswana	0,16	0,14	0,11	0,17	0,05	0,04	0,05	0,04
Cap Vert	0,15	0,16	0,16	0,16	0,02	0,02	0,02	0,02
Ghana	0,17	0,19	0,20	0,16	0,02	0,03	0,02	0,03
Kenya	0,16	0,10	0,17	0,12	0,04	0,03	0,08	0,02
Lesotho	0,09	0,06	0,10	0,07	0,00	0,02	0,02	0,00
Madagascar	0,20	0,18	0,15	0,20	0,07	0,08	0,08	0,07
Malawi	0,09	0,11	0,09	0,10	0,04	0,06	0,03	0,05
Mali	0,29	0,27	0,30	0,28	0,08	0,04	0,03	0,07
Mozambique	0,21	0,18	0,16	0,24	0,07	0,04	0,04	0,08
Namibie	0,24	0,24	0,26	0,23	0,13	0,16	0,14	0,15
Nigeria	0,20	0,18	0,17	0,21	0,09	0,08	0,08	0,09
Ouganda	0,10	0,10	0,08	0,11	0,03	0,03	0,03	0,03
Sénégal	0,13	0,09	0,09	0,12	0,05	0,02	0,03	0,03
Tanzanie	0,18	0,17	0,14	0,19	0,08	0,11	0,08	0,10
Zambie	0,13	0,11	0,09	0,14	0,04	0,04	0,05	0,04
Zimbabwe	0,09	0,09	0,09	0,09	0,03	0,04	0,04	0,03
Total	0,18	0,16	0,16	0,17	0,07	0,07	0,07	0,06

Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

CONCLUSION

L'article est un essai de construction d'indicateurs. L'opérationnalisation du concept de frustration relative de démocratie présente des limites notamment parce que l'offre de démocratie repose sur la perception de l'évolution des libertés alors que la demande de démocratie concerne la satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie dans chacun des pays concernés. En outre, les indicateurs agrégés de frustration et d'instabilité politique sont des moyennes. Ces indicateurs, bien qu'étant fonction de toutes les observations sont sensibles aux valeurs extrêmes. On peut leur préférer les valeurs médianes, mais la médiane comme estimateur n'a que peu de propriétés algébriques. Pour affiner cette analyse, des séries temporelles que les enquêtes ultérieures fourniront peuvent être utiles. Les autres étapes de ce travail devraient donc être de faire le suivi de ces mêmes indicateurs de frustration

relative de démocratie et d'instabilité politique sur la base des prochaines vagues des enquêtes Afro baromètre. Ceci offre simultanément la possibilité d'étudier la trajectoire des pays du panel en matière de frustration relative de démocratie et de risque d'instabilité politique.

References

- Abessolo Y., «Instabilité politique et performances économiques : une évaluation du cas du Tchad. Consulté le 28 avril 2008. En ligne <http://harribey.u-bordeaux4.fr/colloques/abessolo.pdf>
- Azam, J.-P., Berthélemy, J.-C. et Calipel, S., «Risque Politique et Croissance Economique en Afrique», *Revue Economique*, 47, pp. 819-829, mai 1996;
- Alesina, A., Ozler, S., Roubini, N. and Swagel, P., «Political Instability and Economic Growth», *Journal of Economic Growth* 1, pp. 193-215, 1996 ;
- Alesina, A. and Perotti, R., «Income Distribution, Political Instability and Investment», *European Economic Review* 40, pp. 1203-28, 1996 ;
- Baker E., « Market, Media and Democracy », Cambridge University Press, 2001;
- Boudon R., « La logique de la frustration relative », dans *Effets pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977 ;
- Bratton M., « Populations pauvres et citoyenneté démocratique », *Afrobarometer working paper* n°56, 2006 ;
- Bratton M., Van de Walle N., « Democratic Experiments in Africa: Regime Transitions in Comparative Perspective », Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ;
- Daucé F., « Les analyses de l'engagement associatif en Russie ». Consulté le 16 janvier 2007. En ligne www.ceri-sciences-po.org/publica/question/qdr14.pdf ;
- Davies J., «When Men Revolt and Why » - *A Reader in Political Violence and Revolution*, The Free Press, 1971;
- Davies J., « Towards a theory of Revolution », *American Sociological Review*, Vol. 27, No. 1 (Feb., 1962), pp. 5-19;
- Fosu A. K., «Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub-Saharan Africa», *Economic Development and Structural Change*, 40, p 829-842, 1992;
- Guèye S.P., « De la science à la politique : Faillibilisme épistémologique et libéralisme politique », Chez Karl Popper in *Démocraties africaines*, vol.3, 10:61-68, 1997 ;
- Gurr T., « Why Minorities Rebel: A Global Analysis of Communal Mobilization and Conflict since 1945 », *International Political Science Review*, Vol. 14, No. 2. (Apr., 1993), pp. 161-201;
- Gurr T., « Why Men Rebel », Princeton, NJ: Princeton University Press, 1970;
- Gurr T., «Psychological Factors in Civil Violence» *World Politics*, Vol. 20, No. 2. (Jan., 1968), pp. 245-278 ;
- Inglehart R., « How Solid Is Mass Support for Democracy and How Can We Measure It? », *Political Science and Politics*, Vol. 36, No. 1. (Jan., 2003), pp. 51-57;
- Inglehart, Ronald. *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Democracies*. Princeton : Princeton University Press, 1977:

Londegrande J., Poole K., « Poverty, The Coup Trap, and the seizure of Executive Power », *Worlds Politics*, 42, p. 151-183;

Mattes R., Shin D. C., «The democratic impact of cultural values in Africa and Asia: the cases of South Korea and South Africa », *Afro barometer working paper n°50*, 2005 ;

Merriam C. E., « The Meaning of Democracy », *The Journal of Negro Education*, Vol. 10, No. 3, Racial Minorities and the Present International Crisis. (Jul., 1941), pp. 309-317 ;

Merton R., « Eléments de théorie et de méthode sociologique », Paris, Plon, 1965 ;

Mulenga C. L., Chikwanha A. B. et Msoni M., « Satisfaction with democracy and performance of the new deal government: attitudes and perceptions of Zambians », *Afro barometer working paper n°41*, 2004;

Pierre L-N., « Introduction à la science politique ». Consulté le 16 janvier 2007. En ligne www.cnf.bj.refer.org/IMG/pdf/introsceincepolitique.pdf.

Runciman G., « Relative Deprivation and Social Justice », Routledge and Kegan Paul, Londres, 1966;

Sanderson D., « Sociology a Means to Democracy », *American Sociological Review*, Vol. 8, No. 1. (Feb., 1943), pp. 1-9 ;

Schumpeter J. A., « Capitalisme, Socialisme et Démocratie », Paris, Payot, 1961, trad. Gaël Fain ;

Tocqueville, « L'ancien Régime et la Révolution (1856) », Paris, Garnier-Flammarion, 1993 ;

Venieris Y., Gupta D. (1986), « Income distribution and social-political instability as determinants of savings: a cross-sectionnal model », *Journal of political economy*, 96, p873-883;

Wantchékon L., Taylor G., « Droits politiques ou biens publics? Analyse économétrique des représentations de la démocratie en Afrique », *Afrique Contemporaine* 220, 2006-4, 97-118, 2006 ;

Annexes

Tableau 1 : Description de l'axe 1 représentant l'indice de demande

Libellé de la variable	Libellé de la modalité	Valeur-Test	Poids
Q36c	d'accord	-99,90	19348,000
Q36a	d'accord	-94,16	17954,000
Q36b	d'accord	-70,22	19348,000
ZONE CENTRALE			
Q36a	Indifférent	32,71	1310,000
Q36c	Indifférent	69,57	1881,000
Q36b	Indifférent	69,57	1881,000

Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

Tableau 2 : Description de l'axe 1 représentant l'indice d'offre de démocratie.

Libellé de la variable	Libellé de la modalité	Valeur-Test	Poids
Q54d	Meilleur	-99,90	17497,000
Q54a	Meilleur	-99,90	16576,000
Q54c	Meilleur	-99,90	13325,000
Q54b	Meilleur	-99,90	17180,000
ZONE CENTRALE			
Q54d	Pire	46,84	2856,000
Q54a	Pire	47,48	3940,000
Q54b	Pire	48,38	2838,000
Q54c	Pire	49,96	5044,000

Source : Enquête Afro baromètre, 3^{ème} round, calcul des auteurs

Publications List

AFROBAROMETER WORKING PAPERS

- No. 101 Koussihouèdé, Oswald and Damase Sossou. "Frustration Relative de Démocratie en Afrique." 2008.
- No. 100 Nunn, Nathan and Leonard Wantchekon. "The Trans-Atlantic Slave Trade and the Evolution of Mistrust in Africa: An Empirical Investigation." 2008.
- No. 99 Bratton, Michael. "Voting Buying and Violence in Nigerian Election Campaigns." 2008.
- No. 98 Mattes, Robert. "The Material and Political Bases of Lived Poverty in Africa: Insights from the Afrobarometer." 2008.
- No. 97 Sarsfield, Rodolfo and Fabián Echegaray. "Looking Behind the Window: Measuring Instrumental and Normative Reasoning in Support for Democracy." 2008.
- No. 96 Kuenzi, Michelle T. "Social Capital And Political Trust In West Africa." 2008.
- No. 95 Bratton, Michael and Mwangi S. Kimenyi. "Voting in Kenya: Putting Ethnicity in Perspective." 2008.
- No. 94 Logan, Carolyn. "Rejecting the Disloyal Opposition? The Trust Gap in Mass Attitudes Toward Ruling and Opposition Parties in Africa." 2008.
- No. 93 Logan, Carolyn. "Traditional Leaders In Modern Africa: Can Democracy And The Chief Co-Exist?" 2008.
- No. 92 Dowd, Robert A. and Michael Driessen. "Ethnically Dominated Party Systems And The Quality Of Democracy: Evidence From Sub-Saharan Africa." 2008.
- No. 91 Mattes, Robert and Carlos Shenga. "'Uncritical Citizenship'" in a 'Low-Information' Society: Mozambicans in Comparative Perspective." 2007.
- No. 90 Bhavnani, Ravi and David Backer. "Social Capital and Political Violence in Sub-Saharan Africa." 2007.
- No. 89 Eifert, Ben, Edward Miguel and Daniel Posner. "Political Sources of Ethnic Identification in Africa." 2007.
- No. 88 Moehler, Devra C. and Staffan I. Lindberg. "More than Huntington's 'Test': Turnovers as Antidotes to Polarization." 2007.
- No. 87 Chikwanha, Annie and Eldred Masunungure. "Young and Old in Sub-Saharan Africa: Who Are the Real Democrats?" 2007.
- No. 86 Razafindrakoto, Mireille and Francois Roubaud. "Corruption, Institutional Discredit and Exclusion of the Poor: A Poverty Trap." 2007.
- No. 85 Konold, Carrie. "Perceived Corruption, Public Opinion and Social Influence in Senegal." 2007.
- No. 84 Alemika, Etannibi. "Quality of Elections, Satisfaction with Democracy and Political Trust in Africa." 2007.
- No. 83 Cheeseman, Nicholas And Robert Ford. "Ethnicity As A Political Cleavage." 2007.
- No. 82 Mattes, Robert. "Democracy Without People: Political Institutions And Citizenship In The New South Africa." 2007.

- No. 81 Armah-Attoh, Daniel, E Gyimah-Boadi And Annie Barbara Chikwanha. "Corruption And Institutional Trust In Africa: Implications For Democratic Development." 2007.
- No. 80 Wantchekon, Leonard and Gwendolyn Taylor. "Political Rights versus Public Goods: Uncovering the Determinants of Satisfaction with Democracy in Africa." 2007.
- No. 79 Chang, Eric. "Political Transition, Corruption, and Income Inequality in Third Wave Democracies." 2007.
- No. 78 Battle, Martin and Seely, Jennifer C. "It's All Relative: Competing Models of Vote Choice in Benin." 2007.
- No.77 Wantchekon, Leonard, Paul-Aarons Ngomo, Babaly Sall and Mohamadou Sall. "Support for Competitive Politics and Government Performance: Public Perceptions of Democracy in Senegal." 2007.
- No.76 Graham, Carol and Matthew Hoover. "Optimism and Poverty in Africa: Adaptation or a Means to Survival?" 2007.
- No.75 Evans, Geoffrey and Pauline Rose. "Education and Support for Democracy in Sub-Saharan Africa: Testing Mechanisms of Influence." 2007.
- No.74 Levi, Margaret and Audrey Sacks. "Legitimizing Beliefs: Sources and Indicators." 2007.
- No.73 McLean, Lauren Morris. "The Micro-Dynamics of Welfare State Retrenchment and the Implications for Citizenship in Africa." 2007.
- No.72 Ferree, Karen and Jeremy Horowitz. "Identity Voting and the Regional Census in Malawi." 2007.
- No.71 Cho, Wonbin and Matthew F. Kirwin. "A Vicious Circle of Corruption and Mistrust in Institutions in sub-Saharan Africa: A Micro-level Analysis." 2007.
- No.70 Logan, Carolyn, Thomas P. Wolf and Robert Sentamu. "Kenyans and Democracy: What Do They Really Want From It Anyway?" 2007.
- No.69 Uslaner, Eric. "Corruption and the Inequality Trap in Africa." 2007.
- No.68 Lewis, Peter. "Identity, Institutions and Democracy in Nigeria." 2007.
- No.67 Mattes, Robert. "Public Opinion Research in Emerging Democracies: Are the Processes Different?" 2007.
- No.66 Cho, Wonbin. "Ethnic Fractionalization, Electoral Institutions, and Africans' Political Attitudes." 2007.
- No.65 Bratton, Michael. "Are You Being Served? Popular Satisfaction with Health and Education Services in Africa." 2006.
- No.64 Fernandez, Kenneth E. and Michelle Kuenzi. "Crime and Support for Democracy: Revisiting Modernization Theory." 2006.
- No.63 Bratton, Michael and Carolyn Logan. "Voters But Not Yet Citizens: The Weak Demand for Vertical Accountability in Africa's Unclaimed Democracies." 2006.
- No.62 Bratton, Michael and Mxolisi Sibanyoni. "Delivery or Responsiveness? A Popular Scorecard of Local Government Performance in South Africa." 2006.
- No.61 The Afrobarometer Network. "Citizens and the State in Africa: New Results From Afrobarometer Round 3." 2006.
- No.60 The Afrobarometer Network. "Where is Africa going? Views From Below: A Compendium of Trends in Public Opinion in 12 African Countries, 1999-2006." 2006.

- No.59 Bratton, Michael and Eldred Masunungure. "Popular Reactions to State Repression: Operation Murambatsvina in Zimbabwe." 2006.
- No.58 Logan, Carolyn and Michael Bratton. "The Political Gender Gap in Africa: Similar Attitudes, Different Behaviors." 2006.
- No.57 Evans, Geoffrey and Pauline Rose. "Support for Democracy in Malawi: Does Schooling Matter?" 2006.
- No.56 Bratton, Michael. "Poor People and Democratic Citizenship in Africa." 2006.
- No.55 Moehler, Devra C. "Free and Fair or Fraudulent and Forged: Elections and Legitimacy in Africa." 2005.
- No.54 Stasavage, David. "Democracy and Primary School Attendance: Aggregate and Individual Level Evidence from Africa." 2005.
- No. 53 Reis, Deolinda, Francisco Rodrigues and Jose Semedo. "Atitudes em Relação à Qualidade da Democracia em Cabo Verde." 2005.
- No. 52 Lewis, Peter and Etannibi Alemika. "Seeking the Democratic Dividend: Public Attitudes and Attempted Reform in Nigeria." 2005.
- No. 51 Kuenzi, Michelle and Gina Lambright. "Who Votes in Africa? An Examination of Electoral Turnout in 10 African Countries." 2005.
- No.50 Mattes, Robert and Doh Chull Shin. "The Democratic Impact of Cultural Values in Africa and Asia: The Cases of South Korea and South Africa." 2005.
- No.49 Cho, Wonbin and Michael Bratton. "Electoral Institutions, Partisan Status, and Political Support: A Natural Experiment from Lesotho." 2005.
- No.48 Bratton, Michael and Peter Lewis. "The Durability of Political Goods? Evidence from Nigeria's New Democracy." 2005.
- No.47 Keulder, Christiaan and Tania Wiese. "Democracy Without Democrats? Results from the 2003 Afrobarometer Survey in Namibia." 2005.
- No.46 Khaila, Stanley and Catherine Chibwana. "Ten Years of Democracy in Malawi: Are Malawians Getting What They Voted For?" 2005.
- No.45 Schedler, Andreas and Rodolfo Sarsfield. "Democrats with Adjectives: Linking Direct and Indirect Measures of Democratic Support." 2004.
- No.44 Bannon, Alicia, Edward Miguel, and Daniel N. Posner. "Sources of Ethnic Identification in Africa." 2004.
- No.43 Bratton, Michael. "State Building and Democratization in Sub-Saharan Africa: Forwards, Backwards, or Together?" 2004.
- No.42 Chikwanha, Annie, Tulani Sithole, and Michael Bratton. "The Power of Propaganda: Public Opinion in Zimbabwe, 2004." 2004.
- No.41 Mulenga, Chileshe L., Annie Barbara Chikwanha, and Mbiko Msoni. "Satisfaction with Democracy and Performance of the New Deal Government: Attitudes and Perceptions of Zambians." 2004.
- No.40 Ferree, Karen E. "The Micro-Foundations of Ethnic Voting: Evidence from South Africa." 2004.
- No.39 Cho, Wonbin. "Political Institutions and Satisfaction with Democracy in Sub-Saharan Africa." 2004.

- No.38 Mattes, Robert. "Understanding Identity in Africa: A First Cut." 2004.
- No.37 Leysens, Anthony J. "Marginalisation in Southern Africa: Transformation from Below?" 2004.
- No.36 Sall, Babaly and Zeric Kay Smith, with Mady Dansokho. "Libéralisme, Patrimonialisme ou Autoritarisme Atténué : Variations autour de la Démocratie Sénégalaise." 2004.
- No.35 Coulibaly, Massa and Amadou Diarra. "Démocratie et légitimation du marché: Rapport d'enquête Afrobaromètre au Mali, décembre 2002." 2004.
- No.34 The Afrobarometer Network. "Afrobarometer Round 2: Compendium of Results from a 15-Country Survey." 2004.
- No.33 Wolf, Thomas P., Carolyn Logan, and Jeremiah Owiti. "A New Dawn? Popular Optimism in Kenya After the Transition." 2004.
- No.32 Gay, John and Robert Mattes. "The State of Democracy in Lesotho." 2004.
- No.31 Mattes, Robert and Michael Bratton. "Learning about Democracy in Africa: Awareness, Performance, and Experience." 2003
- No.30 Pereira, Joao, Ines Raimundo, Annie Chikwanha, Alda Saute, and Robert Mattes. "Eight Years of Multiparty Democracy in Mozambique: The Public's View." 2003
- No.29 Gay, John. "Development as Freedom: A Virtuous Circle?" 2003.
- No.28 Gyimah-Boadi, E. and Kwabena Amoah Awuah Mensah. "The Growth of Democracy in Ghana. Despite Economic Dissatisfaction: A Power Alternation Bonus?" 2003.
- No.27 Logan, Carolyn J., Nansozi Muwanga, Robert Sentamu, and Michael Bratton. "Insiders and Outsiders: Varying Perceptions of Democracy and Governance in Uganda." 2003.
- No.26 Norris, Pippa and Robert Mattes. "Does Ethnicity Determine Support for the Governing Party?" 2003.
- No.25 Ames, Barry, Lucio Renno and Francisco Rodrigues. "Democracy, Market Reform, and Social Peace in Cape Verde." 2003.
- No.24 Mattes, Robert, Christiaan Keulder, Annie B. Chikwana, Cherrel Africa and Yul Derek Davids. "Democratic Governance in South Africa: The People's View." 2003.
- No.23 Mattes, Robert, Michael Bratton and Yul Derek Davids. "Poverty, Survival, and Democracy in Southern Africa." 2003.
- No.22 Pereira, Joao C. G., Yul Derek Davids and Robert Mattes. "Mozambicans' Views of Democracy and Political Reform: A Comparative Perspective." 2003.
- No.21 Whiteside, Alan, Robert Mattes, Samantha Willan and Ryann Manning. "Examining HIV/AIDS in Southern Africa Through the Eyes of Ordinary Southern Africans." 2002.
- No.20 Lewis, Peter, Etannibi Alemika and Michael Bratton. "Down to Earth: Changes in Attitudes Towards Democracy and Markets in Nigeria." 2002.
- No.19 Bratton, Michael. "Wide but Shallow: Popular Support for Democracy in Africa." 2002.
- No.18 Chaligha, Amon, Robert Mattes, Michael Bratton and Yul Derek Davids. "Uncritical Citizens and Patient Trustees? Tanzanians' Views of Political and Economic Reform." 2002.
- No.17 Simutanyi, Neo. "Challenges to Democratic Consolidation in Zambia: Public Attitudes to Democracy and the Economy." 2002.

- No.16 Tsoka, Maxton Grant. "Public Opinion and the Consolidation of Democracy in Malawi." 2002.
- No.15 Keulder, Christiaan. "Public Opinion and Consolidation of Democracy in Namibia." 2002.
- No.14 Lekorwe, Mogopodi, Mpho Molomo, Wilford Molefe, and Kabelo Moseki. "Public Attitudes Toward Democracy, Governance, and Economic Development in Botswana." 2001.
- No.13 Gay, John and Thuso Green. "Citizen Perceptions of Democracy, Governance, and Political Crisis in Lesotho." 2001.
- No.12 Chikwanha-Dzenga, Annie Barbara, Eldred Masunungure, and Nyasha Madingira. "Democracy and National Governance in Zimbabwe: A Country Survey Report." 2001.
- No. 11 The Afrobarometer Network. "Afrobarometer Round I: Compendium of Comparative Data from a Twelve-Nation Survey." 2002
- No.10 Bratton, Michael and Robert Mattes. "Popular Economic Values and Economic Reform in Southern Africa." 2001.
- No. 9 Bratton, Michael, Massa Coulibaly, and Fabiana Machado. "Popular Perceptions of Good Governance in Mali." March 2000.
- No.8 Mattes, Robert, Yul Derek Davids, and Cherrel Africa. "Views of Democracy in South Africa and the Region: Trends and Comparisons." October 2000.
- No.7 Mattes, Robert, Yul Derek Davids, Cherrel Africa, and Michael Bratton. "Public Opinion and the Consolidation of Democracy in Southern Africa." July 2000.
- No.6 Bratton, Michael and Gina Lambright. "Uganda's Referendum 2000: The Silent Boycott." 2001.
- No.5 Bratton, Michael and Robert Mattes. "Democratic and Market Reforms in Africa: What 'the People' Say." 2000.
- No.4 Bratton, Michael, Gina Lambright, and Robert Sentamu. "Democracy and Economy in Uganda: A Public Opinion Perspective." 2000.
- No.3 Lewis, Peter M. and Michael Bratton. "Attitudes to Democracy and Markets in Nigeria." 2000.
- No.2 Bratton, Michael, Peter Lewis, and E. Gyimah-Boadi. "Attitudes to Democracy and Markets in Ghana." 1999.
- No.1 Bratton, Michael and Robert Mattes. "Support for Democracy in Africa: Intrinsic or Instrumental?" 1999.